

[Text]

type this clause has not included nor, indeed, was it necessary, what are the reasons for its being more necessary for this particular type of investment company?

• 1035

Mr. Humphrys: I think it is an appropriate clause to include in the granting of any authority to examine the books and records of a company, and I feel quite sure that had any difficulty arisen in this regard in respect of our other duties the Department would have recommended to the government that something be put in the bills to cover the point. I feel therefore that it is an appropriate provision to include to complete the authority and powers to conduct the examinations. I think that Mr. Walker's point, in his concern about the employees, would not really be solved by writing the clause in a more precise legal way because the employees concerned are not going to be armed with the proposed act either and they are going to be in the same kind of dilemma if any examiner appeared and conducted himself in an improper way. They are not going to be in a position of saying that here is the Act, these are my rights, get out. They will not know. So really the "reasonably require" is a direction to the Courts, if there were any charges made and, secondly, a direction to the Examiner to conduct himself in a way that this Clause contemplates. He is expected to know the proposed Act, he knows what his authorities and rights are, and consequently he would not and should not conduct himself in such a way as to attempt to require any information that is not reasonable.

Mr. Roy (Timmins): Mr. Chairman...

Le président: Monsieur Roy, puis M. Walker et M. Leblanc.

Mr. Roy (Timmins): Mr. Chairman, if we might get back to my question, not Mr. Walker's.

Le président: Non, ce n'est pas ce que j'ai dit. Je donne la parole à M. Roy, puis à M. Walker.

M. Roy (Timmins): Merci, monsieur le président.

Mr. Walker: Mr. Chairman, if I might get back to my own question, I have concern about the need for this Clause—not discussing the substance of it but rather the need for it.

Mr. Chairman, Mr. Humphrys has given me two good reasons that there is no need for it: specifically that there never has been need for it in the past and, secondly, that it is not part of any other legislation similar to this one. Now it is fine to add clauses to legislation, but if you do not need them, why? I would like to know why it is needed here when it is not anywhere else.

Mr. Humphrys: Mr. Chairman, the authority is needed—and that was the point I was making—to conduct an examination and to have the proper authority one must be able to go into any offices of the Company and get information in those offices from the persons who appear to be in charge and from other persons in the offices—such information as can reasonably be required. And we do use this approach. Now when I say that it is not in

[Interpretation]

genre, cet article n'a pas fait apparaître pourquoi cela s'impose encore plus dans ce type de société d'investissement.

M. Humphrys: Je pense que c'est important d'insérer un article accordant à certaines autorités le droit d'examiner les livres d'une société. Je suis sûr que s'il y avait eu des difficultés à ce sujet, le ministère aurait recommandé au gouvernement d'insérer des dispositions dans la Loi, de façon à couvrir ce cas. Je pense que c'est donc une disposition pertinente à insérer afin de garantir l'autorité nécessaire dans ce domaine. Je pense que l'argument de M. Walker au sujet des employés ne serait pas résolu en précisant les termes juridiques de la disposition, car les employés eux-mêmes n'auront pas en main le texte du projet de loi et ils se trouveront devant le même dilemme si un inspecteur surgissait et ne se conduisait pas d'une façon appropriée. Ils ne pourront pas dire, voilà la Loi, voilà mes droits, donc laissez-moi tranquille. Ils ne pourront pas agir ainsi. En réalité la disposition «raisonnablement requis» est une ligne de conduite générale pour les tribunaux, s'il y a plainte et deuxièmement, une ligne de conduite pour l'inspecteur de se conduire de façon à se conformer à cette disposition de la loi. Il se doit de connaître ce projet de loi, il sait quels sont ses pouvoirs et responsabilités. Par conséquent, il ne doit pas se conduire de telle façon qu'il réclame des renseignements qui ne sont pas pertinents.

M. Roy (Timmins): Monsieur le président...

Le président: Mr. Roy, then Mr. Walker and Mr. Leblanc.

M. Roy (Timmins): Monsieur le président, pourrions-nous en revenir à ma question et non à celle de M. Walker.

The Chairman: No, no, I did not say that. I said Mr. Roy and then Mr. Walker.

Mr. Roy (Timmins): Thank you, Mr. Chairman.

M. Walker: Si je puis revenir à ma propre question, je me demande surtout si cette disposition est nécessaire, je ne veux donc pas discuter son contenu mais sa nécessité.

Monsieur le président, M. Humphrys a donné deux bonnes raisons pour lesquelles cette disposition n'est pas nécessaire, disant d'abord qu'on n'en avait pas éprouvé le besoin dans le passé et ensuite, qu'elle ne figure dans aucune autre mesure législative semblable à celle-ci. C'est très bien d'ajouter des articles à une Loi, mais si on n'en a pas besoin, pourquoi le faire. Je voudrais savoir pourquoi cela est nécessaire ici, alors qu'elle n'existe nulle part.

M. Humphrys: Monsieur le président, les pouvoirs sont nécessaires et c'est cela que je voulais démontrer. Il faut des pouvoirs pour conduire une enquête et pour exercer ces pouvoirs il faut avoir le droit de se rendre dans n'importe quel bureau de la société et obtenir des renseignements des personnes qui semblent être habilitées et leur demander toutes les informations qu'on peut raisonnablement leur demander et c'est l'attitude que nous